

ABONNEMENT  
LE CANADA

Journal Quotidien du Soir.

Un An en Ville ..... \$ 4.00  
Un An par la Poste ..... \$ 3.00

## LE CANADA

OSCAR McDONELL, Directeur de la Rédaction.

LA VALLÉE DE L'OTTAWA  
Edition Hebdomadaire du Journal  
LE CANADAABONNEMENT  
Un An en Ville ..... \$ 2.00  
Un An par la Poste ..... \$ 1.00

12eme. ANNEE No 94

OTTAWA, JEUDI 14 MAI 1891

LE NUMERO 2 CENTS

LE  
PRINCE NAPOLEON  
NOTES ET SOUVENIRS

PAR AUDIVI

Le testament du prince Napoléon a donné lieu à bien des commentaires. D'un côté, on le blâme vivement, d'un autre on l'approuve, mais timidement, sans entrain, sans conviction et plutôt dans l'intimité qu'en public. Les animosités que le Prince a soulevées dans sa vie sont encore trop vives pour que l'on puisse attendre de ses contemporains, souvent froissés par lui dans leurs affections et dans leurs convictions, un jugement sain, juste, impartial.

Le moment m'a semblé, cependant, opportun pour esquisser à grands traits cette physionomie si curieuse qu'il serait difficile de fixer dès à présent dans son ensemble.

D'une mobilité extrême aussi bien au moral qu'au physique, elle échappait avec la soudaineté de l'éclair à l'œil le plus perspicace, à l'esprit le plus pénétrant, et ce n'est que par des récits partiels de son existence agitée que l'on parviendrait sans doute à former un tout, à peu près ressemblant. C'est notes ne sont pas publiées dans une autre intention. C'est un petit contingent d'observations sincères, de faits précis, de photographies instantanées que j'apporte pour le futur livre qui sera écrit, un jour ou l'autre, sur le Prince Napoléon.

On a prétendu qu'il était très ambitieux. Certes il l'était, mais il était au moins aussi envious, et quand il parait de l'ordre d'Orléans, c'était assurément avec plus d'envie que de dédain.

Avec ses grandes et incontestables qualités intellectuelles, ce Prince n'était au fond qu'un déséquilibré par ses incompréhensibles contradictions, ses tergiversations, ses idées sans suite et sa conduite décousue.

La famille elle-même, tout affectueux qu'il fût pour sa personne, n'hésita pas, à l'occasion, à lui dire franchement, et même, ce qu'elle pensait de ses excentricités. Je me souviens que la princesse Mathilde se montra en ma présence assez dure pour lui. C'était un dimanche gras, très animé par la manifestation que le journal *Le Beau-marché* avait organisée pour fêter la quatre vingtième année de Victor Hugo. J'avais déjeuné chez la Princesse avec le prince Napoléon, ses deux fils et quelques intimes de la maison. Après déjeuner, nous causions dans la grande salle, transformée en salon, et le Prince parlait de ses projets d'avenir, de la politique qu'il voulait suivre, et il n'était pas tendre pour l'Empire et son cousin Napoléon III, dont il critiquait vivement la manière de gouverner.

La princesse Mathilde nous écoutait à quelques pas. Je la vois encore, le front légèrement plissé. A un moment où le Prince divaguait littéralement, elle haussa les épaules et dit tout à coup à son frère :

— Tais-toi donc, Napoléon ; quand tu parles de tes intérêts politiques, tu ne dis jamais que des bêtises !

Cette interruption jeta un peu de froid dans le salon, mais le Prince ne fut pas même l'air d'avoir entendu.

Il se fit beaucoup d'ennemis et on eut dit véritablement qu'il prenait plaisir à en augmenter le nombre par ses boutades et ses sorties parfois plus qu'humoristiques. Il était trop volontaire au désir de faire de l'esprit aux dépens de n'importe qui, et il ne ménageait pas tous ses amis les meilleurs, il avait en outre la manie de critiquer ceux qui sortaient de salon ou même des débuts. Il s'exprimait sur eux avec une franchise par trop rude, d'autres diraient par trop brutale.

Une après-midi, je me trouvais en visite chez lui avec trois autres personnes qui n'étaient pas, il se faut, de peu d'importance. Après une conversation assez banale, les deux premières arrivées prirent

congé. Mais à peine furent-elles sorties du salon que, prenant un air renfrogné et grognon, il s'écria :

— Et dire que je suis condamné à écouter une foule d'imbéciles comme ceux-là parce que je suis prétendant ! C'est vraiment à désoler, à abandonner la place ! Et il m'en vient comme ça, de tous les coins de la province. Avec les imbéciles de Paris, on a au moins la ressource de causer boulevard, coiffeurs ou théâtres ; mais avec ces provinciaux, il faut être ferré sur l'élevage du cochon ; sans cela, bonique rien à dire !

Nous ne pûmes nous empêcher de rire la personne qui était restée et moi.

J'allais me retirer, lorsque, réflexion faite, remettant mon chapeau sur le canapé où le Prince l'avait mis lui-même, car il ne pouvait supporter que l'on gardât son chapeau à la main, je me rassais à côté de lui.

Il me jeta un regard oblique passablement interrogateur et me dit :

— Je croyais que vous vous en alliez ?

— Si je ne suis pas indiscret, Monseigneur, j'ai le temps de rester, d'autant plus que je ne serais pas fâché de partir après le monsieur qui vient de passer dans la bibliothèque.

— Pourquoi donc cela ? reprit-il.

— Parce qu'en me retirant le dernier, vous n'aurez plus personne pour dire du mal de moi !

Ce fut à son tour de partir d'un franc éclat de rire.

— Vous n'avez plus rien à craindre, dit-il, puisqu'il n'y a pas bien longtemps, je vous ai nettement exprimé ma façon de penser sur vous.

En effet, il y avait quelques mois à peine que j'avais eu avec lui une discussion passablement vive. C'était à l'occasion de la publication de sa lettre du 5 avril 1880, approuvant l'expulsion des congréganistes.

J'avais publié un article, très raide dans le fond, mais poli dans la forme, pour démontrer que cette lettre n'était ni utile, ni habile, ni opportune.

Le Prince, paraît-il, en avait été frappé car il me fit prier de venir le voir.

— Eh bien ! me dit-il, vous m'avez suffisamment critiqué ! Cela prouve que vous n'avez pas compris le but véritable de ma lettre.

— Je n'y ai vu qu'une chose, Monseigneur, c'est que vous qui, passez moi l'expression, posez pour un Prince libéral, vous n'avez pas mis dans votre lettre bien regrettable une phrase, un mot pour protester contre ces expulsions au nom de la liberté individuelle. Ces congréganistes que l'on chasse sont des citoyens, des électeurs comme vous et moi, et on n'a pas le droit de toucher à leur liberté qu'à la vôtre et à la mienne.

Vêtu d'un complet en melon gris très large selon son habitude, et s'arrêtant de temps à autre pour boire une gorgée de café glacé, le Prince marchait nerveusement dans son salon.

Il s'arrêta, me regarda en face, et me dit textuellement :

— Eh bien ! mon cher monsieur, je vais être franc avec vous ; cette phrase, je l'avais mise, et je l'ai retirée parce que j'ai crint qu'on ne la prit pour une réclame.

— Ah ! Monsieur, répliquai-je surpris et indigné, je ne vous comprends et je ne vous reconnais plus. Vous si indignant, qui ne voulez jamais descendre à flatter l'opinion publique, vous avez eu peur de dire toute votre pensée et de défendre la liberté que vous aimez tant, dites-vous ! Non permettez-moi de vous dire toute ma pensée, cela n'est pas digne de vous et de votre caractère !

Froissé, le Prince reprit avec véhémence :

— Je vous le répète, vous n'avez rien compris à ce que j'ai fait et vous ne pouvez pas le comprendre parce que vous êtes un clerc ! et comme tous les clercs, un politicien dont les vues étroites dépassent rarement les limites d'une sacristie. Comment ! le gouvernement fait une besogne que je serais obligé de faire moi-même en arri-

pourvoir et vous ne voulez pas l'approuver ! Je serais un fameux nigard si je ne saisisais pas l'occasion qui m'est offerte pour indiquer de que je suis et où je veux aller.

— Vous savez bien que je ne suis pas un clerc dans le sens que vous donnez à ce mot, Monseigneur, mais nous sommes en trop complet désaccord pour que je continue cette discussion, je me retire.

— Eh bien ! allez-vous en fit-il d'un ton dégagé.

(à suivre)

## Le socialisme en Europe

Un éminent diplomate disait il y a peu de jours, dans un salon : La France court peut-être en ce moment le plus grand danger qui l'ait menacée depuis vingt ans, et elle ne semble pas s'en douter.

L'homme d'Etat qui tenait ce langage ne faisait pas seulement allusion à l'état général de l'Europe aux approches du 1er mai et à la manifestation projetée pour cette date dans tous les pays de l'ancien monde, mais spécialement à un point sombre qui noierait au Nord et d'où pourrait jaillir, si l'on n'y prenait garde, l'étincelle qui mettrait tout le continent en feu.

Ce point noir, c'est la Belgique, où la revendication ouvrière, dépassant l'hygiène économique auquel se borne d'ailleurs, son programme me naît d'entraîner, par voie de conséquence, à l'égard de la Belgique, la conflagration générale que le monde redoute.

Les chancelleries, paraît-il en sont préoccupées et estiment que nos gouvernements ont été bien aveugles de laisser émietter à ciel ouvert, dans le Congrès des mineurs venu récemment à Paris, les moyens à prendre pour faire capotuler un Etat et s'emparer de la direction des affaires.

Qu'à Londres, à Vienne, à Naples à Barcelone, les ouvriers réclament une diminution d'heures ou une amélioration de salaire, c'est un problème qui peut s'examiner et se résoudre sans trouble social ni bouleversement politique. Mais en Belgique, la question est toute différente et d'une bien autre portée. Là, ce n'est plus simplement la journée de huit heures qui est en cause ; c'est la constitution même du pays que les manifestants prétendent réformer à l'aide d'une grève universelle ; c'est toute l'organisation de l'Etat qu'ils entendent modifier à leur profit en imposant cette transformation par la violence.

S'ils triomphaient dans cette entreprise révolutionnaire, il s'ensuivrait à donner cet exemple de succès aux masses socialistes des autres contrées, la diplomatie se demanderait, avec inquiétude, quelles brusques déterminations une victoire aussi contagieuse pourrait inspirer à un puissant voisin...

Voilà la question ; elle est grave en effet, et de nature à faire profondément réfléchir.

Qui ça été une grosse faute, une imprudence singulière du gouvernement français, de laisser le Congrès des mineurs discuter tranquillement, sous ses yeux, sous sa protection, les moyens non pas d'améliorer leur sort, mais de renverser par la force l'ordre de choses établi et de devoir internationaux n'avait été de pratiquer avec plus de légèreté avec moins de discernements des situations et circonstances. Quand l'Empire, au Congrès de Paris qui suivit la guerre de Crimée, laissait à l'œuvre, son compère mettre sur le tapis le pouvoir temporel de la Papauté, l'Empire était puissant, victorieux, et il s'agissait d'un faible. Mais aujourd'hui la République n'est pas victorieuse, et en encourageant la conspiration contre un faible, elle s'aliène son propre pouvoir.

On sait ce que réclament les socialistes belges : c'est l'établissement immédiat du suffrage universel. Et ils déclarent que si cette réforme ne leur est pas accordée dès demain, ils l'arracheront au gouvernement et aux Chambres par une grève générale et prolongée suspendant toute la vie industrielle et commerciale

du pays. — Cade ou meurs, telle est la brutale sommation des assaillants.

Le gouvernement cédera-t-il ? Ce qui se passe à cet égard est assez curieux et mérite d'être mentionné en quelques mots.

La Constitution belge, qui date de 1831 n'a jamais été révisée. D'après le système électoral qu'elle a établi, le cens est la condition du droit de suffrage. En 1848, une certaine extension fut donnée au corps électoral, mais sans qu'il fût besoin de toucher à la Constitution et par le simple abaissement du cens au chiffre minimum qu'elle avait fixé.

Cette fois, il en irait tout autrement ; une révision de la Constitution serait nécessaire, et c'est une secousse, un aïeu pour lesquelles les pouvoirs ont peu de goût.

Le roi Léopold y était d'abord médiocrement enclin, mais le président du Conseil, l'émminent M. Bonaert, l'a fait changer d'avis, et, à la suite de longues conférences sur ce sujet, le Roi a fini par dire à son sage ministre : « Oui, vous avez raison de ne pas imiter M. Guizot. »

On se rappelle que, chez nous, en 1848, on ne demandait à M. Guizot que l'adjonction des capacités. S'il avait cédé au vœu de l'opinion publique, toute l'histoire du demi-siècle, en France et en Europe, eût été changée, et vraisemblablement les héritiers de Louis-Philippe seraient encore sur le trône, sans le suffrage universel, sans l'unité de l'Italie, sans l'Empire d'Allemagne... Quel rêve !

Au lieu de l'adjonction des capacités, qui limitait le droit de suffrage à tout ce qui est éclairé, nous avons eu l'adjonction des incapacités, c'est à dire le suffrage universel sans mure.

C'est ce que réclament les socialistes de Belgique : mais ni le gouvernement ni les Chambres ne veulent aller jusque-là, non par peur de la réforme en elle-même, mais simplement parce qu'elle leur semble prématurée. Les catholiques sont même convaincus que le suffrage universel leur serait favorable ; seulement, ils ne croient pas la nation mûre pour une réforme aussi radicale, et, en attendant, ils proposent une extension considérable qui porterait le nombre des électeurs, actuellement de 135,000, à 600,000.

Par une contradiction piquante, ceux qui s'appellent les Libéraux avaient demandé la révision constitutionnelle quand ils croyaient que les catholiques la repousseraient ; mais à présent que les catholiques l'ont résolu, ils acceptent, les prétendus Libéraux n'en veulent plus et ils cherchent tous les moyens de la faire échouer. Nous et triste exemple de l'égoïsme et de la mauvaise foi des partis !

Cette révision de la Constitution, qui implique une dissolution des Chambres et la convocation d'une assemblée spéciale chargée d'étendre le droit de suffrage, aurait-elle pour l'Empire ? N'en saurait le dire encore, mais, triomphait-elle de l'esprit de routine comme de l'opposition hypocrite qui la combat, elle ne désarmerait pas les socialistes belges, brandissant la grève générale, comme une menace, exigent le suffrage universel immédiat sous peine de bouleversement.

Et quel est le programme que les socialistes belges voudraient réaliser par le suffrage universel ? Il est très net ; ce programme admet la propriété individuelle pour les objets d'usage personnel, vêtements, denrées alimentaires, et aussi pour l'habitation de famille ; mais il demande la socialisation des terres, des mines, des usines, en un mot de tous les instruments de travail.

Voilà le but. C'est pour l'atteindre que le parti mépécé d'organiser la grève générale s'il n'obtient pas pleine satisfaction avant. Supposons que la grève éclate et qu'un pareil incendie s'allume à la frontière allemande ; que ferait le pompière de Berlin ? Que ferait-il surtout si les socialistes de Belgique arrivaient à mater leur gouvernement, en donnant ainsi aux socialistes voisins une excitation dont ils n'ont guère besoin ?

C'est l'enigme dont se préoccupe

la diplomatie et que ne paraît pas avoir suffisamment prévue notre gouvernement.

L'empereur d'Allemagne est un peu sur un volcan, et lui-même semble bien en avoir l'instinct par le langage comminatoire qu'il tient de tenir à son entourage militaire. Les socialistes l'enserreront de toutes parts, et plus il les caressera en pure perte, plus il paraît aujourd'hui résolu à les frapper avec rudesse.

Il y a deux semaines, ils allaient sous ses yeux déposer, avec des formules françaises, des couronnes sur la tombe des révolutionnaires berlinois tués en 1848. Quelques jours après, dans l'élection caractéristique de Gesteimunde, c'est un socialiste, un simple ouvrier cigarière, qui tenait en échec le prince de Bismarck, l'ancien chancelier de l'Empire, le fondateur même de l'Empire, en suggérant aux électeurs, la ressource européenne cette réflexion que s'il y avait un grand vaincu dans ce scrutin mémorable, il y avait surtout un vainqueur inattendu : le socialisme.

Comment des lors s'étonner des révélations du *Tim*, affirmant l'existence, dans la triple alliance, d'une clause secrète par laquelle les contractants s'engagent à se liquer contre le socialisme, afin d'en arrêter la contagion ?

Tout cela, je le répète, donne à réfléchir et provoque des hypothèses troublantes.

L'empereur Guillaume II, par exemple, dont tous les plans ont échoué, qui a besoin d'une diversion et qu'il doit dès lors se lever, que ferait-il, incapable d'un coup d'audace en intervenant en Belgique pour s'y protéger contre une explosion trop menaçante du socialisme ?

Si une armée allemande entrait ainsi sur un territoire neutre qui nous touche et qui nous couvre, que ferait la France ? Si elle supportait cette violation hardie des traités, ne s'annulerait-elle pas en se mettant à la merci de la première invasion venue par sa frontière ouverte du Nord ?

Etsi, pour sa dignité comme pour sa défense, elle entrerait à son tour en Belgique, ne serait-ce pas le choc redouté depuis vingt ans et la conflagration allumée dans tout l'Europe ?

Voilà, au fond, ce qu'il s'agit dans le congrès des mineurs si complaisamment toléré à Paris ; voilà les conséquences que n'a pas su discerner la courte vue de nos gouvernants ; voilà le danger auquel ils ont exposé la France altérée de travail et de paix.

Nous espérons que la terrible hypothèse ne se réalisera pas, et que le sage Belgique saura maintenir chez elle l'ordre avec la neutralité.

Mais n'y a-t-il pas là pour nos politiciens une leçon dont il devraient profiter en montrant moins de faiblesses pour les passions radicales qui nous mettent si gravement en péril des deux côtés de la frontière ?

PH. DE GRANDLIEU.

Paris 1er mai.

Dans un diner où se trouvait Banville, un jeune gommeux venait de trancher sur toute chose de la façon la plus cassante et la plus péremptoire.

— Pardieu, mon ami, lui dit Banville de sa voix la plus onctueuse, mais si vous "professez" des maintenan, à quel âge comptez-vous donc "apprendre" ?

L'ami d'abord, c'est de lui être dit, d'un ton aigre, docteur :

— Oui, vous me donnez des pièces, toutes les fois que je vous en demande ; mais vous n'avez jamais l'idée de m'en offrir !

Le directeur, timidement :

— D'abord, mon cher ami, vous ne m'en avez jamais laissé le temps !

Le bureau international des postes de B-rue vient de publier la statistique du service postal dans le monde entier pour l'année 1889.

L'Amérique tient la tête dans le service des postes : il est écrit et distribué annuellement aux Etats-Unis, sans compter la correspondance internationale, 3,844,533,000 objets de correspondance. L'Angleterre arrive ensuite avec 2,211,406,000 objets ; la France, avec 1,342,030,634 objets ; l'Allemagne, avec 1,436,346,040 objets. Puis viennent l'Autriche, avec 364,000, 720 objets ; l'Italie, avec 366,783,683 la Hongrie, avec 104,800,000, etc.

## ENTREPOT DE MEUBLES

MEUBLES ! MEUBLES !

Nouveaux et a Grand Marché.

AMEUBLEMENTS DE SALON, DE SALLE A MANGER, DE CHAMBRE A COU  
CHER DANS TOUS LES GENRES ET TOUS LES PRIX. CHE

## Harris &amp; Campbell.

CETTE ANCIENNE ET HONORABLE MAISON DE MEUBLES D'OTTAWA  
EST CONNUE PAR LE BON MARCHÉ DE SES PRIX ET PAR LA BONNE  
QUALITÉ DES ARTICLES QU'ELLE VEND.

Dix pour Cent de Reduction sur tout Achat Argent Comptant.

## HARRIS AND CAMPBELL,

Coin des Rues O'Connor et Queen, pres de la Rue Sparks.

## Tapisseries

— POUR —

Pans et  
PLAFONDS.Dessins récents, élégants et artistiques, à  
très bon marché au Nouveau Magasin de  
Tapisseries et de Peintures.

J. B. DUFORD,

70 RUE RIDEAU

10 CENTS

— LE —

ROULEAU

Je poserai tout papier acheté à mon  
Magasin partant du 18 avril pour  
10 cents le Rouleau jus-  
qu'au 15 Mai

J. F. BELANGER,

159 Rue Bank.

Téléphone No. 92.

## SLAND HOME

Stock Farm,

Grosse Ile, Wayne Co., Mich.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

SAVAGE &amp; FARNUM, PROPRIETAIRES.

Aux Constructeurs et  
EntrepreneursNous manufacturons les toitures sui-  
vantes :Toitures "Canada Plate" Toitures Métalliques,  
Toitures en Fer Galvanisé,  
Toitures en Cuivre.

Douglass &amp; Haines.

234 rue Wellington.

Agents des célèbres fournaies "So-  
prier Jewel"

## CHARBON !

Les meilleurs qual-  
ités de Charbon  
bitumineux  
à la  
thracie

Bien Criblé

Et Tamisé.

O'Reilly &amp; Heney,

BLOC RUSSELL

Rue Sparks

## HOTEL SAINT LOUIS

43-45 Rue YORK, OTTAWA.

Cet Hôtel situé au centre de la cité, a été  
repoint et aménagé tout neuf.

ISRAEL MOREAU,

(Du Montreal Hotel, rue Queen Ouest.)

PROPRIETAIRE

ASSOCIATION DISSOUE

Réductions extraordinaires. Nous ven-  
dons meilleur marché que les prix du gros.  
Tout doit être vendu

Montres en or, valant \$20.00 pour \$ 9.00

Montres en or, valant \$25.00 pour \$ 10.00

Montres doubles en or, valant \$30.00 pour \$ 12.25

pour \$ 12.25

Montres en argent, valant \$25.00 pour \$ 9.00

Montres en argent, valant \$ 25.00 pour \$ 6.25

Montres en argent, valant \$10.00 pour \$ 5.00

Montres en nickel, valant \$5.00 pour \$ 2.25

Montres en nickel, valant \$1.75 pour \$ 2.00

Aussi une grande quantité d'Horloges,  
d'Argentiers, de bijouteries et d'autres  
objets de fantaisie à des prix exceptionnels.Ceci est sérieux et n'est pas une annonce  
pour attirer le public simplement et le  
tromper.

A. &amp; A. F. McMILLAN

BIJOUTIERS EN GROS ET EN DETAIL

98 RUE RIDEAU.

Pour SERVIR-VOUS DE

Les Brûlures

Douleurs

Bllessures

Catarrhes

# J.E. CANADA

Journal Quotidien du soir  
**LA VALLEE DE L'OTTAWA**  
 Journal Hebdomadaire à 16 pages  
**BUREAUX 414 et 416 Rue Sussex**  
**OTTAWA, ONT.**

Jeu 14 Mai 1891

## ECHOS DU JOUR

Il y aura un dîner de soir à Rideau Hall. M. Forster White donnera samedi soir un dîner à son premier dîner.

Le libraire de la province d'Ontario ont tenu un caucus hier matin.

Le Fugio vient d'inventer le "Tou-Paris crime".

MM. Chapleau et Laurier ont promis des discours pour le 24 juin, à Montréal.

M. Rochon, député, a un entretien avec les ministres provinciaux hier à Québec.

Le Dr Jenkins, un député, convoité lui aussi la succession du sénateur Haythorne.

M. P. A. Chénier, député, va ressembler sous peu son journal appelé LA SENTINELLE et publié à Montigny.

Il paraît qu'il y a à Saint Charles, près Montréal, un Canadien âgé de 110 ans et du nom de F. X. Gauthier.

LA GAZETTE DU CANADA nous apprend que la fête de la reine sera observée le 25, un lundi.

Le BOSTON TRANSMITT annonce que M. Mercier a été nommé comte de l'Empire Romain par Sa Sainteté Léon XIII.

Plusieurs députés, notamment M. Beau-sécul, insistent pour leurs familles. Signe de longue session.

Le WITNESS prétend que malgré la loi la plus sévère, le trafic des liquores se fait sur une grande échelle au Nord-Ouest.

Sir John A. Macdonald, étant légèrement indisposé, n'a pas assisté hier à la séance de la chambre. Il a été remplacé par Sir Hector Langevin.

Gladstone étant malade et Harcourt et Morley étant absents, c'est M. Trevelyan qui dirige l'opposition aux communes anglaises.

Depuis l'affaire de la Nouvelle Orléans, les Américains n'ont plus voyagé en Italie. Ils ont continué à aller dans les rues des villes et les autorités refusent d'intervenir.

S'il faut en croire M. L. P. Pelletier, chaque fois que M. Mercier nomme un conseiller législatif, il lui fait signer un document par lequel il s'engage à voter l'abolition du conseil, s'il est requis.

Trois auteurs distingués de Québec, l'hon. M. Irvine, M. G. St-Onge et M. Fitzpatrick vont surveiller la cause de M. McGreevy devant le comité d'enquête. De son côté, M. Tarte a retenu MM. S. Blake et T. C. Cagrain.

L'excitant de l'association des égaux rightistes blâme le gouvernement d'avoir consenti à payer les frais qu'entraîne la mise en cause de la constitutionnalité de l'acte scolaire du Manitoba, après avoir refusé de payer les frais dans le cas du bill des juifs.

Nous commencerons demain la publication du maître discours prononcé par l'hon. sénateur Poirier à Bouctouche, le mois dernier, lors du banquet que lui ont offert ses compatriotes acadiens. Nous remercions tout d'abord le maître de la lecture de ce discours, c'est l'historique, faite de main de maître, d'un peuple qui se relève après de grandes revers.

Un Congrès astronomique vient de s'ouvrir à Paris, dont les travaux dureront plus de quatre années, tant ils sont considérables. Il ne s'agit rien moins, en effet, que de dresser la carte photographique du ciel à l'aide des vingt mille clichés obtenus par les établissements astronomiques du monde entier, étude monumentale qui donnera à nos astronomes l'état exact du ciel à la fin du dix-neuvième siècle.

Le bruit courait hier en ville que le Gouverneur Général avait demandé à Sir John Macdonald des explications sur les accusations de M. Tarte contre Sir Hector Langevin. Son Excellence, Sir John A. Macdonald et Sir John Thompson ayant été vus ensemble dans le bureau privé du premier ministre (près du local des communes) mardi après-midi, on a immédiatement donné cours à cette rumeur, qui ne paraît pas invraisemblable.

Le bruit court que M. Burns, député de Gloucester, N. B., a quitté Ottawa pour ne plus revenir pendant le cours de la présente session. La cause de ce départ serait, dit-on tout bas, la nomination de M. Snowball au sénat. M. Burns prétend que ses droits à ce fauteuil auraient dû éclipser ceux des autres concurrents et que la nomination de M. Snowball est une injustice criante à son égard. Il ne veut pas, il ne peut pas se soumettre à cela. Nous ne sommes pas avertis au fait des détails de l'organisation des parties politiques au Nouveau Brunswick pour pouvoir donner avec connaissance de cause, une idée juste du mérite de M. Burns et de ses droits au fauteuil d'homme politique. Nous n'aurons donc qu'à nous en tenir à la marche des affaires.

On trouve, tout ce même, que ces services de bureau ont été largement reconnus si on s'écarte soigneusement des rapports du ministre des chemins de fer.

Quoiqu'il en soit, nous trouvons cette boutade un peu sévère pour le chef du parti conservateur et pour les électeurs du Gloucester. Sir John tenait à battre M. Mitchell dans Northumberland — pour des raisons personnelles et politiques — et M. Snowball a fait battre M. Mitchell.

M. Burns aurait-il pu en faire autant ?

# LA LANGUE FRANCAISE

M. McCarthy a de nouveau déposé hier, son projet de loi demandant l'abolition de l'usage de la langue française dans les territoires du Nord-Ouest. L'encouragement que le promoteur de cette loi a reçu du parlement l'année dernière, la rend du plus audacieux, car son dernier projet de loi comportait en plus, l'abolition des écoles catholiques.

Nous avons déjà exprimé notre opinion sur cette question, nos lecteurs connaissent notre manière de penser, il serait inutile par conséquent d'entrer de nouveau dans les détails. La position que nous avons prise à la dernière session était la seule juste et elle nous paraît aujourd'hui amplement justifiée par les faits.

On aurait dû rencontrer M. McCarthy de front et écraser dans l'œuf son projet de discorde.

Un seul répond que c'est malaisé de gouverner le Dominion, et il y a tant d'intérêts divers et que M. McCarthy est fortement appuyé par Ontario.

Ca ne doit pas être plus malaisé de faire respecter la constitution du pays, à Ottawa, que ça l'a été à Toronto.

## Hon. Olivier Mowat

L'hon. Olivier Mowat, Premier Ministre de la province d'Ontario, peut-être fier d'être le seul de tous les hommes publics de tout le Canada qui soit resté durant de si nombreuses années au poste distingué qu'il occupe. C'est déjà en 1872 que nous le voyons Premier Ministre, tandis que Sir John A. Macdonald ne l'est qu'en 1878. L'hon. A. G. Blair qu'en 1883; l'hon. W. S. Fielding qu'en 1884; l'hon. Honoré Mercier qu'en 1888.

Les cas sont excessivement rares, à considérer même tous les pays du monde où un chef de gouvernement a joui de l'usage honneur de gouverner pendant une période aussi longue d'années comme l'hon. Olivier Mowat et pourrait se flatter comme ce d'ancien d'avoir toujours en la confiance et l'affection du peuple.

A dix-sept ans, le jeune Mowat commença ses études de droit, et eut la bonne fortune d'entrer dans le bureau législatif de Sir John A. Macdonald, à présent Premier Ministre du Canada. En 1861, époque de sa majorité, il fut appelé au bureau du Haut Canada. Comme un *Reporter* il est envoyé siéger sur les bancs de la Législation du vieux Canada en 1867; l'année suivante dans l'administration Brown-Dorion il débuta dans l'exécutif comme Secrétaire Provincial. C'est sous la présidence de l'hon. M. Irvine, M. G. St-Onge et M. Fitzpatrick vont surveiller la cause de M. McGreevy devant le comité d'enquête. De son côté, M. Tarte a retenu MM. S. Blake et T. C. Cagrain.

L'excitant de l'association des égaux rightistes blâme le gouvernement d'avoir consenti à payer les frais qu'entraîne la mise en cause de la constitutionnalité de l'acte scolaire du Manitoba, après avoir refusé de payer les frais dans le cas du bill des juifs.

Nous commencerons demain la publication du maître discours prononcé par l'hon. sénateur Poirier à Bouctouche, le mois dernier, lors du banquet que lui ont offert ses compatriotes acadiens. Nous remercions tout d'abord le maître de la lecture de ce discours, c'est l'historique, faite de main de maître, d'un peuple qui se relève après de grandes revers.

Un Congrès astronomique vient de s'ouvrir à Paris, dont les travaux dureront plus de quatre années, tant ils sont considérables. Il ne s'agit rien moins, en effet, que de dresser la carte photographique du ciel à l'aide des vingt mille clichés obtenus par les établissements astronomiques du monde entier, étude monumentale qui donnera à nos astronomes l'état exact du ciel à la fin du dix-neuvième siècle.

Le bruit courait hier en ville que le Gouverneur Général avait demandé à Sir John Macdonald des explications sur les accusations de M. Tarte contre Sir Hector Langevin. Son Excellence, Sir John A. Macdonald et Sir John Thompson ayant été vus ensemble dans le bureau privé du premier ministre (près du local des communes) mardi après-midi, on a immédiatement donné cours à cette rumeur, qui ne paraît pas invraisemblable.

Le bruit court que M. Burns, député de Gloucester, N. B., a quitté Ottawa pour ne plus revenir pendant le cours de la présente session. La cause de ce départ serait, dit-on tout bas, la nomination de M. Snowball au sénat. M. Burns prétend que ses droits à ce fauteuil auraient dû éclipser ceux des autres concurrents et que la nomination de M. Snowball est une injustice criante à son égard. Il ne veut pas, il ne peut pas se soumettre à cela. Nous ne sommes pas avertis au fait des détails de l'organisation des parties politiques au Nouveau Brunswick pour pouvoir donner avec connaissance de cause, une idée juste du mérite de M. Burns et de ses droits au fauteuil d'homme politique. Nous n'aurons donc qu'à nous en tenir à la marche des affaires.

On trouve, tout ce même, que ces services de bureau ont été largement reconnus si on s'écarte soigneusement des rapports du ministre des chemins de fer.

Quoiqu'il en soit, nous trouvons cette boutade un peu sévère pour le chef du parti conservateur et pour les électeurs du Gloucester. Sir John tenait à battre M. Mitchell dans Northumberland — pour des raisons personnelles et politiques — et M. Snowball a fait battre M. Mitchell.

M. Burns aurait-il pu en faire autant ?

# TELEGRAPHIE

## EUROPE

**MOUVEMENT CONTRE LA PROTECTION**

COGNAC, 14 mai. — Hier une réunion publique a eu lieu, sous le patronage de la Chambre de commerce, en faveur du maintien des traités de commerce existants et combattant le projet de M. Méline.

**L'UNION DEMOCRATIQUE**

NIMES, 14 mai. — Hier, une importante réunion a eu lieu dans la salle du Casino, sous la présidence de M. Adolphe Peyre, au sujet de l'organisation d'un groupe républicain qui prendra le nom d'Union démocratique.

M. Peyre a constaté qu'aujourd'hui la république était bien définitivement assise en France, que les anciens partis, très divisés, étaient impuissants à la renverser, et qu'il ne restait qu'à l'améliorer en la rendant plus libérale et plus progressive par une série de réformes réclamées notamment sur les questions sociales et ouvrières.

**ACCIDENT SUR LA VOIE FERRÉE**

VALENCIENNES, 14 mai. — Hier soir, à sept heures, l'express d'Hirson a été arrêté par un accident, à la gare de Hirson. Le train, qui traversait la voie pour prendre le train de Louches, a été arrêté par un accident.

La malheureuse a eu les cuisses coupées, les bras brisés et de nombreuses plaies. Elle a été transportée au hôpital, elle a été reconnue par son frère, officier d'artillerie. Elle est morte après deux heures d'atroces souffrances.

Le sous-chef de gare, M. Charles Saux, qui était précipité au secours de Mlle Blomont, fut projeté sur la voie, et le train passa sur lui. Le courageux employé a heureusement que des blessures qui paraissent peu graves.

**COURRIER DE LONDRES**

LONDRES, 14 mai. — Il n'y a qu'Angleterre qui soit resté un ancien ministre des finances, le chef de parti (dans lequel il ne se trouve que quatre, c'est vrai) un homme comme lord Randolph Churchill s'embarrasse dans une aventure de genre de celle qui a amené le départ de ce qui fut jadis le collègue et même le rival de lord Salisbury.

Lord Randolph va, non pas refaire sa fortune, il n'en a jamais eu — mais essayer de faire sa fortune dans l'Afrique équatoriale. Nouveau Stanley, il ne va pas civiliser les noirs à coup de Remington, mais il va essayer de conquérir les régions marécageuses de cette terre africaine qui a présent les appétits de toute l'Europe.

En parlant Anglais qui ne veut rien laisser au hasard, lord Randolph, tout comme Stanley, a arrangé ce qui est avant tout un projet, il est assuré : les frais de voyage, en formant un petit syndicat, dans lequel la maison Rothschild, à Londres, prendra des actions; 20 un salaire raisonnable en acceptant le poste de correspondant spécial du *Daily Graphic* auquel la Seigniorie enverra 20 lettres au prix de 2,500 francs, soit 50,000 en bloc.

On suppose que lord Randolph ne trouve ni ne peut trouver de l'argent pour une nouvelle tranche de l'Empire, portu gais pour en faire une province anglaise; en apparence, il n'y a rien de plus simple que de lui offrir un prêt, mais les pygmées des monts de la Luny, lord Randolph ne trouve plus rien de bien intéressant à écrire, ce n'est pas le genre de la *Daily Graphic* qui sera content.

C'est M. Cecil Rhodes, ex-Napoleon du Cap, qui, lors de son dernier voyage, a donné à lord Randolph la fièvre africaine. On a déjà raconté au sujet de M. Rhodes, qu'il avait compté sur M. Parnell; il paraît qu'il a renoncé au projet sans couronner l'Irlande et qu'il se rendra par le ministre sans portefeuille du parti conservateur anglais, pour donner vie à son rêve de l'Afrique australe; c'est à dire l'Afrique à M. Rhodes lui-même.

Lord Randolph est accompagné, il est vrai, d'un ingénieur choisi par la maison Rothschild. Il emporte bien des bagages, une machine à laver et surtout à dorer le rendement des terres arides; mais le fait le plus certain est que le syndicat ne prendra pas de millions de kilomètres carrés, il sera possible de prendre.

Prix on tâchera d'y attirer les émigrants. Ensuite de quoi on les alignera de la largeur partie du capital modique qu'ils auront apporté, en leur vendant aussi cher que possible des terrains qui ne leur en ont rien coûté à la Compagnie future, si ce n'est la peine ou le génie de les prendre.

**COURRIER DE PARIS**

PARIS, 14 mai. — Le parlement continue avec calme ses travaux après le 27 avril. On a déjà raconté au sujet de M. Rhodes, qu'il avait compté sur M. Parnell; il paraît qu'il a renoncé au projet sans couronner l'Irlande et qu'il se rendra par le ministre sans portefeuille du parti conservateur anglais, pour donner vie à son rêve de l'Afrique australe; c'est à dire l'Afrique à M. Rhodes lui-même.

Lord Randolph est accompagné, il est vrai, d'un ingénieur choisi par la maison Rothschild. Il emporte bien des bagages, une machine à laver et surtout à dorer le rendement des terres arides; mais le fait le plus certain est que le syndicat ne prendra pas de millions de kilomètres carrés, il sera possible de prendre.

Prix on tâchera d'y attirer les émigrants. Ensuite de quoi on les alignera de la largeur partie du capital modique qu'ils auront apporté, en leur vendant aussi cher que possible des terrains qui ne leur en ont rien coûté à la Compagnie future, si ce n'est la peine ou le génie de les prendre.

**ENFANTS**

Il semble y avoir rareté de Chapeaux en paille gay, douce, flexible et jolie pour Enfants.

Tel n'est pas le cas au No 37 rue Sparks. Ici les garde de quatre genres distinctes. Paille variée admirable.

Garnitures de cuir couteurs.

Toutes garnitures.

Flexibles.

D'un ajustement adéquat.

A des prix modérés.

**R. J. DEVLIN.**

P. S. — Pas de réserve.

# LE CANADA JÉUDI 14 MAI 1891

## SUICIDE D'UN DÉFALCATAIRE

REIMS, 14 mai. — Charles Amelon, caissier d'une Société de secours mutuels, ayant détourné une somme de 1,000 francs, s'est fait sauter la cervelle au moment où la police venait l'arrêter rue de Courancy, 38.

**UN ACTE DE DÉSÈPÈRE**

TOLOUSE, 14 mai. — M. Guary, sous inspecteur des forêts, a été trouvé pendu cette nuit par un fouet de soie, à la corniche de la porte de sa chambre.

On ignore la cause de cet acte de désespoir.

**LE CADAVRE DE GOUFFÉ**

LYON, 14 mai. — M. Landry, beau-frère de l'huissier Gouffé, et les deux filles de ce dernier sont venus à Lyon aujourd'hui, réclamer le cadavre de la victime d'Eyraud, resté jusqu'ici à la Faculté de médecine. Ils le conduiront demain matin à Dammartin.

**TIRE SUR SON LIEUTENANT**

PERPIGNAN, 14 mai. — Un soldat du 12<sup>e</sup> régiment d'infanterie, au cours des manœuvres, se permit de tirer sur son lieutenant Humblot. Celui-ci n'a pas été atteint. L'enquête ouverte sur cette tentative criminelle n'a donné jusqu'à présent aucun résultat.

**LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN**

MARSEILLE, 14 mai. — Il n'est bruit dans la Tour-Marseille politique religieuse, que du discours de M. l'abbé Bourrier, directeur des Conférences populaires, prononcé au banquet du groupe de M. Billot. Ce discours, très accablant de républicanisme, a été très applaudi par le cardinal Lavergne. La Gazette du Midi prie aujourd'hui l'abbé Bourrier de s'expliquer sur cette évasion.

**GRANDE FÊTE À MARSEILLE**

MARSEILLE, 14 mai. — On sait que chaque année le groupe des cigaliers a coutume de faire une tournée en France. Cette année, c'est le sud-est que visiteront les cigaliers. En août, Marseille aura l'honneur de posséder dans ses murs MM. Henry Fournier, de Bornier, Paul Arène, etc. Pour leur faire une réception vraiment pittoresque, le Comité a organisé une grande manifestation, à l'occasion de la venue de ces illustres cigaliers, à l'heure même de la fête de la Méditerranée pour honorer et pour remercier les cigaliers grises inconnues à Paris.

**AMÉRIQUE**

**Nouvelles de Québec**

QUÉBEC, 14 mai. — Mme et Mlle Tarte sont arrivées après un séjour de six mois en Europe. Elles ont été accompagnées de M. L. Joseph Tarte qui était allé les rencontrer à New-York.

Hier matin, est mort subitement à Beauport, comte de Belchamps, M. Elzéar Turgeon. Le défunt, qui a été âgé de 75 ans, travaillait dans son jardin quand la mort est venue le frapper.

On croit qu'il a succombé à une attaque d'apoplexie.

Hier soir, au moment où le coup de canon de 9.30 heures se faisait entendre, une pierre sifflant dans les airs, a été lancée avec fracas dans une cour de la rue Champlain. Étant à une pierre placée par des gens malintentionnés dans la gaine du canon, on finit à pointer tous les jours, on était en un de ces calions qui se détachent à tout moment du sap Diamant.

La violence avec laquelle elle s'est abattue dans une cour et la distance qu'elle a parcourue nous portent plutôt à croire que ce canon de rue a été lancé par le canon.

L'hôtel Alton est fermé par suite de difficultés financières.

**ADRESSEZ VOUS**

— A LA —

**PHOTOGRAPHIE D'ÉLITE**

— ET —

Voyez les Prix

DE NOS

**GRANDS PORTRAITS**

— ET DE —

**NOS CRAYONS**

117 Rue Sparks.

(A côté de Ormes)

**NOUS OFFRONS**

1 TRAINEAUX VALANT \$1.00 pour \$6

1 do do 1.00 do 73

1 do do 1.00 do 78

3 do do 1.50 do 00

6 do do 2.25 do 150

1 do pour bébé do 3.25 do 234

**QUI LES AURA ?**

**E. G. Laverdure**

& CIE.

69 & 75 RUE WILLIAM

**SUCRE**

**5 CTS.**

Nous offrons actuellement au public et nous servons à nos clients un vrai bon sucre à 5 cents la livre, c'est à dire à ceux qui achètent une livre de notre célèbre thé.

Spécial à 6 mois : une petite consignment de thé de 25 cents.

**STROUD BROS.**

RUES RIDEAU & SPARKS

97 Rue Rideau.

**IMPERIAL TEA HOUSE**

294-296 Rue D'Albion.

Oranges nouvelles

Citrons nouveaux

Dattes nouvelles, 3 lbs pour 25 cts.

**FLEUR PRÉPARÉE**

Chaque paquet garanti.

Pure savon de Castille vendu à la livre.

Toutes Epiceries,

Farine et Graines

Vins et Liqueurs

Pour du bon Thé allez chez

**JOHN CASEY,**

AYANT POUVOIR DE PROCUREUR.

294-296 rue D'Albion et

117 RUE CLARENCE.

**POUR ENCOURAGER**

**L'ACHAT AU COMPTANT**

JE DONNE UN

**Escompte Spécial**

SUR TOUTES LES VENTES AU

COMPTANT DE

**VALISES et**

**CHAUSSURES**

Ouvrage à ordre et réparations

faits ici.

**R. MASSON,**

102 RUE SPARKS 102

**Le "HUB"**

VIS-A-VIS LE MUSÉE GÉOLOGIQUE

— VINS ET CIGARES CHOISIS —

TOUJOURS EN MAIN.

**WM. CODD,** Propriétaire.

546 RUE SHERBROOKE, OTTAWA.

# ADRESSEZ VOUS

— A LA —

**PHOTOGRAPHIE D'ÉLITE**

— ET —

Voyez les Prix

DE NOS

**GRANDS PORTRAITS**

— ET DE —

**NOS CRAYONS**

117 Rue Sparks.

(A côté de Ormes)

**NOUS OFFRONS**

1 TRAINEAUX VALANT \$1.00 pour \$6

1 do do 1.00 do 73

1 do do 1.00 do 78

3 do do 1.50 do 00

6 do do 2.25 do 150

1 do pour bébé do 3.25 do 2

# Reduction Speciale

DU STOCK DE

**Motard &**

**Riendeau**

POUR

CETTE SEMAINE

**Pigeon,**

**-et Cie.**

A LA BOULE D'OR,

49 & 51 RUE RIDEAU.

OTTAWA.

TAPISSERIE

J'ai fait de

GRANDES REDUCTIONS

Dans le prix de tous les genres

5 à 75cts. par Rouleau

Tous ceux qui veulent des Tapis e-

ries de n'importe quelle sorte trou-

veront à l'avantage de visiter mon stock

qui est le plus considérable et le plus

complet au Canada.

**W. HOWE.**

Block Howe, rue Rideau et

393 rue Cumberland.

CHAQUE DAME

-DEVRAIT VISITER-

Notre

Etalage

de Fleurs

-CES-

Jeudi

-ET-

Vendredi

CHEZ

WOODCOCK

CELEBRE MAGASIN DE MODES

316-318

Rue Wellington

Mrs. Wilson's

MYSTIC PILLS

MEMORY

# TELEGRAPHIE

AMERIQUE

McGUIRE VEUT MOURIR

Concombre, 14 mai. Andrew McGuire

trouve coupable aux dernières assises, qui

ont siégé ici et qui fut envoyé au pénitencier

provincial pour toute sa vie, a été con-

duit à Kingston par le chef de police

McGuire. Depuis l'arrestation

tentative du prisonnier de s'échapper samedi

dernier, il fut surveillé de très près, main-

tenant la nuit de l'individer, mais

un corde avec des morceaux de ses couvertures

de la intention de se pendre. La

corde fut trouvée par le gendarme

Nouvelles de Montreal

Montreal, 14 mai. Les numéros

gagnant les gros lots au dernier tirage de la

loterie de la province de Québec sont :

41324 \$15,000 49988 \$5,000

41275 2,500 50070 1,250

29727 500 508 500

Hier un petit garçon de trois ans, fils

de M. Galarneau est tombé d'une fenêtre du

troisième étage sur le trottoir. Aujourd'hui

il se porte apparemment aussi bien qu'avant

l'accident.

Il n'y aura pas de procession ici le 24

juin, mais le dimanche précédent la St Jean

Baptiste, il y aura une grande manifestation

patronique aux monuments de Duverney et

des patriotes de 1837-38.

Des discours y seront prononcés par MM.

le juge Lacombe, A. F. Evans, Le Dr

Marcel, etc. Le juge Routhier et plusieurs

autres orateurs distingués ont aussi été

invités.

Un député qui siège sur les banquettes

ministérielles à Québec et qui demeure dans

les environs de Montreal sera probablement

arrêté par la garde d'aujourd'hui.

Ce moyen rigoureux serait, paraît-il, le

résultat d'une chicane et le plaigant y

aurait été poussé par des adversaires

politiques de ce député.

Le synode presbytérien (district de

Montreal et d'Ottawa) qui siège en ce mo-

ment vient de la session protestante

du Conseil de l'Instruction d'avoir accepté

de l'argent provenant de la vente des biens

des Jésuites.

Les autorités sont actuellement à re-

chercher un tueur des environs de Win-

dsor disparu depuis vendredi. Il paraîtrait

que l'individu avait couru la bouteille

contre une muraille, et sa famille craint un malheur.

# AUX CANADIENS FRANÇAIS DE LA

CAPITALE

LE CANADA JEUDI 14 MAI 1891

Parlement Fédéral

CHAMBRE DES COMMUNES

SEANCE DU 13 MAI

La séance s'ouvre à trois heures.

M. McCarthy propose son projet pour an-

uler l'acte des Territoires du Nord-Ouest, et

en demande la première lecture. En faisant

cette motion, M. McCarthy dit que ce bill

diffère quelque peu de celui que la chambre

a refusé d'accepter l'année dernière, mais

que le but en est le même, abolition de la

langue française comme langue officielle et

que l'intérêt du pays exige, si l'on veut

fonder une nationnelle forte en Canada, la

première étape est de l'anglais.

Le bill diffère de celui de la dernière

séance en ce que le préambule froissait les

droits de la langue française. Le bill d'au-

jourd'hui modifie l'acte des Territoires du

Nord-Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

# Parlement Fédéral

CHAMBRE DES COMMUNES

SEANCE DU 13 MAI

La séance s'ouvre à trois heures.

M. McCarthy propose son projet pour an-

uler l'acte des Territoires du Nord-Ouest, et

en demande la première lecture. En faisant

cette motion, M. McCarthy dit que ce bill

diffère quelque peu de celui que la chambre

a refusé d'accepter l'année dernière, mais

que le but en est le même, abolition de la

langue française comme langue officielle et

que l'intérêt du pays exige, si l'on veut

fonder une nationnelle forte en Canada, la

première étape est de l'anglais.

Le bill diffère de celui de la dernière

séance en ce que le préambule froissait les

droits de la langue française. Le bill d'au-

jourd'hui modifie l'acte des Territoires du

Nord-Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

sujet des langues.

M. McCarthy dit que les res-

trictions imposées aux législatures du Nord-

Ouest de façon à laisser à la législa-

ture locale la pleine liberté de légiférer au

# C'EST INVOLONTAIRE

A l'assemblée des directeurs de l'ex-

position de Montreal on a lu la lettre de M.

Magre, le président de l'exposition à Ot-

tawa, qui se plaint de ce que la date a été

mal choisie, les deux expositions devant

avoir lieu en même temps. Le secrétaire a

requis de répondre que l'affaire avait

été faite involontairement.

**Bon pour 50 cts !!!**

Cette annonce coupée et présentée avant

le 31 mai 1891 aura la valeur de 50 cts

pour chaque douzaine de portraits ordinaires.

**S. JARVIS**

**PHOTOGRAPHE**

141 RUE SPARKS

OTTAWA

**1ere COMMUNION**

Un magnifique choix de jolis articles

pour Souvenir de 1ere Communion

viendront être reçus chez

**P. C. Guillaume,**

**COIN DES RUES**

**SUSSEX & YORK.**

**Au Magasin du Bon Marche**

Pour Montre, Horloges, Bijouteries et

Argenteries.

Huiliers pour. \$2.75 et \$3.00 en montants

Martins. \$2.25 et \$2.50

Boutonniers. 2.00 et 2.50

Bagues en or

